

## *De la forme en devenir de l'Europe II*

Amnon Reuveni

Aussitôt après la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, beaucoup de gens savaient déjà que *"la fin de la guerre froide avait rapproché la Communauté Européenne de son heure de vérité"*.<sup>1</sup> Ce n'est cependant qu'après une longue pause, que les cérémonies du cinquantenaire de l'invasion de la Normandie par les Alliés (le 6 juin 1944) et la disparition simultanée, peut-être non fortuite, de l'alliance militaire de Berlin issue de la seconde guerre mondiale, ont remis le thème à l'ordre du jour. C'est ainsi que l'expert en stratégie politique globale, originaire de Pologne, Brzezinski, s'occupait aussi de cette question dans son article, paru au début de mai, dont il a déjà été question ici, et parvenait à la conclusion équivoque que l'élargissement politique, et non simplement économique, de la Communauté Européenne dans toutes les directions, en particulier vers l'est, était inévitable en même temps que souhaitable. La prospérité d'une Europe agrandie, comme il l'écrivait, était cependant dépendante de la fondation d'une "coalition stratégique franco-germano-polonaise" – afin de "pouvoir envelopper" en elle une Allemagne menaçante. Un tel "axe interne et puissant" donnerait une "plus grande liberté de mouvement à l'Europe et relèverait la sécurité dans tout l'ensemble du continent."<sup>2</sup>



Au début de juillet 1994, un mois après les festivités de Normandie, Bill Clinton se rendait à Berlin. Pour la première fois, la visite d'un président américain n'était plus consacrée à la sécurité de la frontière occidentale de l'OTAN dans cette ville. Là, dans la capitale des vaincus d'hier, il passa la nuit – de nouveau en étant le premier président américain à le faire – et tenta sans cesse dans ses paroles et dans ses gestes, de souligner que les vainqueurs d'hier se sentaient aujourd'hui les plus étroitement unis à une Allemagne réunifiée, encadrée dans l'Europe.

Cependant la dimension la plus importante de cette visite ne consistait pas, comme on pouvait le savoir par l'information, dans le souvenir de ces temps difficiles du siège de Berlin-Ouest et du discours de J.F. Kennedy, qui avait rempli de courage les habitants de cette ville encerclée et confirmé la promesse d'assistance occidentale. La conférence de Bill Clinton, Helmut Kohl et Jacques Delors, à peine remarquée des médias, le 12 juillet au Reichstag, donnait une expression symptomatique importante des temps à venir en Europe.

Un mois plus tard, Stuart E. Eizenstat, l'ambassadeur américain auprès de l'Union Européenne (UE), rapportait que le président Clinton avait utilisé cette occasion "pour donner une explication la plus claire qui soit de son soutien sans équivoque au processus historique de l'intégration européenne, telle qu'un président américain ne l'avait jamais donnée à un moment quelconque jusque là". Il souligna qu'il ne se sentait pas seulement engagé vis-à-vis du bien-être de l'Union Européenne telle qu'elle existait déjà, mais qu'il considérait une Europe forte, assumant pleinement ses responsabilités et son autonomie, comme une puissance positive pour l'Amérique."<sup>3</sup>

Helmut Kohl ne participait nullement à cette conférence en tant que représentant allemand, mais comme le *président en exercice de l'Union Européenne* (peu de temps auparavant, le 1<sup>er</sup> juillet, la République fédérale d'Allemagne avait assumé la présidence de l'UE pour une durée de six mois). La rencontre des plus hauts représentants de l'Union Européenne (Delors et Kohl) avec le président de la puissance protectrice de l'Europe Occidentale jusqu'alors, précisément le jour où la brigade américaine faisait ses adieux à Berlin – quoique sans faire de publicité – avait le caractère d'un changement de rapport de force.



En observant les événements du monde, c'est à peine si on peut ignorer dans ces derniers mois l'analogie interne de maints symptômes importants avec un exposé de Rudolf Steiner dans une

conférence qu'il fit dans les derniers jours de la première guerre mondiale. Steiner caractérisait dans cette conférence les rôles de la Grande Bretagne et de la France en tant que pays porteurs de l'élément national dans les temps modernes. "La France", exposait-il, "transforme l'élément national au sein de l'état national de manière telle qu'il tend *vers le changement de l'être humain en lui* ... En Angleterre, l'élément personnel admet de l'élément national le caractère de vouloir se porter jusque *dans le monde entier* ... Cela se révèle aussi géographiquement d'une manière remarquable et cela apparut tout particulièrement ... au tournant que marqua la bataille de Trafalgar, que Napoléon, issu de la Révolution, perdit contre les Anglais. Car que se dévoila-t-il alors? Napoléon, représentant singulier pourtant, mais tout compte fait, représentant de la nature française, représente *le tournant vers l'intérieur, géographiquement aussi, vers l'intérieur du continent européen* ... Ainsi Napoléon fut-il précisément par la bataille de Trafalgar repoussé vers l'Europe, l'Angleterre vers l'extérieur, *vers le monde entier* ... Mais nous voyons, en reportant notre attention quelques décennies auparavant, comment ce qui a justement agi en nuancant la nature française, *le romanisme*, est refoulé pour le monde par la *nature anglo-saxonne* de l'Amérique du Nord."<sup>4</sup> (Souligné par A.R.; en 1763, l'Angleterre obtient presque toutes les colonies françaises de l'Amérique du Nord, à l'issue d'une guerre de sept ans.)

On peut à présent observer, en cette fin de la guerre froide, en 1989, exactement 72 ans après que l'élément anglo-saxon, représenté cette fois par la puissance des USA, fut revenu en 1917 sur le continent européen, une certaine répétition métamorphosée de l'événement décrit plus haut. Car, après que les derniers soldats des États-Unis eurent amené leur drapeau, le 8 septembre 1994 et quitté Berlin, la Pax Americana de cinquante ans prenait fin pour l'Europe occidentale. Mais il ne s'agissait plus à présent de "l'émancipation de la personnalité au sein de l'élément national", telle que Rudolf Steiner la décrivait dans la conférence citée ci-dessus, comme l'impulsion pour ainsi dire conforme à l'aspiration de l'époque. Aujourd'hui, il s'agit plutôt que la puissance économique des USA, et de ses alliés dans le monde anglo-saxon, veulent se concentrer sur la grande "guerre mondiale" des prochaines années – la grande guerre mondiale *économique* (à la base de laquelle se trouvent naturellement des conflits spirituels). De plus, "l'objectif important" de Washington, après l'effondrement de l'Union Soviétique, est devenu "la recherche de relations de coopération" avec la Russie. C'est la raison pour laquelle une autre puissance devrait prendre la direction dans l'Europe de l'ouest et du centre. Et cela ne pourrait être atteint que par la "progression de l'approfondissement de l'union politique de l'Europe et par l'extension de son espace de sécurité."<sup>5</sup>

Le comportement des Américains à l'égard de la guerre des Balkans révèle combien ils sont aujourd'hui hostiles à continuer d'assumer leur rôle dirigeant en Europe en tant que puissance militaire et politique. Ils ont sans cesse clairement affirmé qu'aucun soldat n'y sera envoyé. Que leurs alliés, les Britanniques, y stationnent des soldats, cela veut dire en gros que le monde anglo-saxon n'est pas prêt de remettre l'Union Européenne entièrement dans les mains des Français, les "Représentants du romanisme". Du reste, une position forte de la Grande Bretagne au sein de l'Union Européenne est vitale pour les USA du point de vue économique. Cela s'est exprimé par exemple il y a un an, lorsque le huitième accord d'échange commercial mondial (GATT) a pu être conclu par la coopération naturelle du chargé de mission anglais, Sir Leon Britten, avec les Américains, malgré de grandes difficultés.

### ***"Trois pays au cœur du continent..."***

Les préparatifs de "l'heure de vérité" prochaine de la Communauté Européenne, dans laquelle l'élément romain fera l'expérience du renouvellement de sa situation de puissance sur le continent, autrefois dominé par Rome uniquement, ont déjà été décrits dans l'article précédent "***De la forme en devenir de l'Europe I***". Dans quelle mesure, cependant, l'axe franco-germano-polonais qui était caractérisé dans cet article, *la nouvelle sainte alliance*, est déjà devenu une réalité?

Dès le 28 août 1991, peu après que l'Allemagne eut reconnu pour la première fois la frontière ouest de la Pologne, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, se rencontraient à Weimar. L'opinion publique s'émouvait dans ces jours là des combats

autour des villes côtières assiégées de Croatie. Ainsi les circonstances furent-elle réunies pour que le premier conseil des ministres officiel de la future alliance puisse avoir lieu sans être remarqué. Dans leur déclaration commune, les trois représentants éminents ont clairement indiqué, cependant, l'importance de cette heure décisive – ils n'avaient pas choisi inconsciemment le jour de la naissance de Goethe, et la ville où celui-ci oeuvra, pour leur rencontre – pour l'avenir de l'Europe: "L'Europe se trouve devant un tournant historique de son histoire", notifièrent leur déclaration commune. "Ses peuples et ses villes se sont engagés vers de nouvelles formes de vie communautaire. Nous sommes conscients que, pour la réussite des structures d'avenir des relations de bon voisinage européen, *la Pologne, l'Allemagne et la France portent une responsabilité déterminante.*

Nous avons à présent la chance unique de développer la nouvelle Europe sous notre responsabilité commune, dans l'esprit de la solidarité humaine ... et *sur la base d'un héritage de valeurs communes* (les "valeurs communes" reposent en tout premier lieu, au moins dans le cas de la Pologne et de la France, sur la tradition catholique romaine, A.R.) ... La force de la nouvelle Europe réside dans la vitalité de ses institutions à beaucoup d'égards. La Communauté Européenne *est son noyau.* Elle doit poursuivre son intégration ..."

"Aujourd'hui, en ce jour anniversaire de la naissance de Goethe", déclarèrent ensuite en conclusion les ministres des affaires étrangères de la future coalition, "nous décidons de nous rencontrer à l'avenir une fois par an – et en outre, si la situation en Europe l'exige." (Souligné par A.R.)

À peine huit mois s'écoulèrent jusque la rencontre suivante des trois ministres des affaires étrangères à Bergerac (France), le 24 avril 1992. Entre-temps, le traité de Maastricht avait été ratifié en décembre 1991. C'est peut-être à cause de cela que l'on pouvait déjà percevoir une position marquée plus concrète concernant la coopération des trois alliés:

"*Un objectif commun de la Pologne, de l'Allemagne et de la France*", disait leur déclaration officielle, "*est l'établissement d'une Europe libre et unie ...*" (Souligné dans le document original).

"De nouvelles menaces sont apparues. La résurgence de nationalismes exacerbés autant que ... des difficultés économiques, entraînent avec elles tensions sociales. Ces défis ne peuvent être relevés que par un réel partenariat au niveau de la totalité du continent ... L'Union Européenne occidentale, à l'occasion de cette rencontre extraordinaire avec les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Europe du centre, de l'est et du sud, leur propose d'approfondir le travail communautaire. *La Pologne, l'Allemagne et la France ont l'intention de jouer un rôle dynamique dans l'institutionnalisation de ce dialogue.*

L'Allemagne, la France et la Pologne poursuivent l'objectif de l'instauration d'un espace économique commun en Europe ... Nous saluons la signature du traité européen entre la Communauté Européenne et la Pologne ... Le traité européen ouvre des possibilités d'échanges commerciaux à la Pologne et permettra le développement et la diversification de l'aide technologique. La France et l'Allemagne s'emploient pour cela à ce que la perspective ouverte d'une adhésion de la Pologne soit concrétisée par ce traité..."

À propos de la situation actuelle de la guerre dans le sud de l'Europe, les membres du futur "axe européen" ont exprimé une position commune. Néanmoins cette "communauté dans la position" était fortement déterminée par les intérêts spéciaux, qui traditionnellement marquent la position française dans le conflit des Balkans: "Naturellement nous condamnons la violence, qui s'étend en Bosnie-Herzégovine, entretenue par des groupes armés avec le soutien de l'armée régulière de la République Yougoslave. Nous appelons tous les groupes concernés à s'en tenir strictement à l'accord de cessez-le-feu." La guerre dans le Caucase (autour du Haut-Karabach) et en Afghanistan, donc en dehors du continent, a beaucoup préoccupé les trois ministres lors de cette rencontre. Ils s'exprimèrent ensemble à ce propos en faisant aussi part de leur réflexion dans un communiqué séparé.

Lors de la rencontre au sommet des ministres des affaires étrangères de la "nouvelle sainte alliance" qui suivit, les 11 et 12 novembre 1993 à Varsovie, l'évolution du travail réalisé ensemble était devenue plus perceptible. La rapide adhésion de la Pologne constituait le thème central de leur

déclaration finale: "Nous confirmons que la Pologne, et les autres pays associés de l'Europe du centre et de l'est, ont la vocation d'appartenir à l'Union Européenne ... Sans oublier le fait que le travail mené en collaboration avec les états associés est orienté sur l'objectif de l'adhésion à la Communauté, *l'Allemagne et la France soutiendront énergiquement la Pologne dans ce processus*" (souligné par A.R.).

Les trois alliés ont évoqué concrètement divers domaines de coopération. À peine deux années auparavant, la fondation de l'*Eurocorps* (les forces militaires unifiées de l'Europe) avait été initiée par Mitterrand et Kohl. La première unité franco-allemande était-elle composée que "les ministres français et allemand faisaient connaître avec prévenance le souhait de la Pologne *d'établir des contacts entre l'Eurocorps et les forces militaires polonaises.*"

Finalement, les ministres ont débattu au sujet de quelques autres "actions concrètes", en particulier ...

– La mise en place de consultations régulières entre les trois ministres des affaires étrangères;

– La poursuite des contacts interparlementaires, comme ils avaient été commencés par la rencontre des commissions des affaires étrangères des parlements de nos états, en novembre 1992 à Bonn;

– L'hébergement commun de l'Institut Français, du Goethe Institut et d'un Institut Polonais *dans un édifice construit à Varsovie*, avec l'objectif d'une étroite collaboration en ce qui concerne les activités communes dans le domaine culturel;

– La collaboration étroite des offices franco-allemand et germano-polonais pour la jeunesse en vue de la réalisation de rencontres trilatérales des offices pour la jeunesse;

– Nous voulons encourager les régions, les villes, les universités, les écoles et les organisations culturelles à suivre l'exemple de notre collaboration."

Dans son discours de clôture qui suivit (pour la remise du prix germano-polonais), le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, déclara entre autres: "Notre rencontre trilatérale d'aujourd'hui rappelle à la conscience que *la Pologne est un pays au cœur de l'Europe, comme la France et l'Allemagne.* Au long des années, une confiance et une sympathie réciproques se sont développées entre l'Allemagne et la France. C'est dans cet esprit que nous voulons, nous allemands, nous acquitter de nos relations avec la Pologne ..."

### ***Agrandir le noyau du noyau dur de l'Europe***

Le 31 août 1994 fut une date qui fait époque pour l'Europe. Cinquante ans après l'avance des troupes soviétiques pour la première fois sur le territoire de l'empire allemand d'alors, ce jour gravait une profonde marque dans l'histoire: Les dernières troupes russes quittaient Berlin et donc aussi, l'Europe centrale. Un demi-siècle durant, l'Europe centrale s'est trouvée dans l'ombre menaçante du déploiement militaire de la superpuissance qui régnait sur l'est durant ce temps. Entre l'Elbe et l'Oder, pas moins de 400 000 soldats soviétiques se trouvaient stationnés. À présent toutefois, cinq ans après la chute du mur de Berlin, l'achèvement de la présence militaire russe dans Berlin passa presque comme un événement allant de soi pour l'opinion publique.

Cela était en même temps un symptôme de ce que la nouvelle époque venait de terminer sa période de maturation de cinquante ans en Europe: À peine *une journée* s'était-elle écoulée, que le grand débat sur le thème du "noyau de l'Europe" ébranlait les consciences comme une sorte de tremblement de terre. Pour l'opinion publique, cette fois aussi, "les réflexions à propos de la politique européenne", les recommandations d'une "stratégie éclairée" en matière d'élargissement de l'Europe du parti du chancelier Kohl semblaient paraître comme par un pur hasard en étant précisément rendues publiques le 1<sup>er</sup> septembre. Cependant, "le papier sur l'Europe" du CDU existait depuis un an déjà et attendait cette heure historique.

Il ne se trouvait en réalité aucune idée nouvelle, à propos de l'évolution future de l'Europe, dans le papier sur l'Europe qui n'avait pas été auparavant exprimée en plusieurs endroits par les sympathisants des "États-Unis d'Europe" en devenir. Néanmoins les auteurs avaient

extraordinairement formulé clairement la caractéristique, assez peu prise en compte, des relations futures entre la France et l'Allemagne (qui constituent d'après ce papier "le noyau du noyau dur de l'Europe"): "Les rapports franco-allemands doivent atteindre une nouvelle phase qualitative, pour que le courant historique du processus d'unification européenne ne s'enlise pas, mais atteigne son objectif politique. C'est pourquoi, *il ne doit pas y avoir d'initiatives de politique extérieure et de politique européenne sans un accord franco-allemand préalable* ... Pour l'Allemagne, la relation avec la France représente, aujourd'hui encore plus qu'hier, le baromètre de son allégeance politique intérieure à l'ensemble des valeurs culturelles de l'ouest ... Et cela d'autant plus que les USA ne peuvent plus assumer leur rôle de la même manière après la fin du conflit est-ouest."<sup>6</sup>

Que les USA aient à présent d'autres priorités, que de protéger en plus l'Europe de l'ouest, cela fut démontré bien loin de Berlin et de Bruxelles, une journée après la publication spectaculaire du papier sur l'Europe, et cela d'une façon passablement discrète. Le 2 septembre, les États-Unis et la Russie ont entamé leurs premières manœuvres militaires communes près de Tuzk, dans le sud de l'Oural. Deux-cent-cinquante soldats de chacune des deux superpuissances, rivalisant encore il y a peu de temps, ont pris part aux neuf jours d'exercice que l'on a caractérisé, en vertu de la dernière mode, comme des exercices de la "force d'intervention de l'ONU pour la paix". Ainsi la nouvelle position concomitante des puissances autour et dans l'Europe, était clarifiée dans les premiers jours de septembre: Les américains entretiennent à présent leur relation avec la Russie. Dans l'ouest et le centre de l'Europe une autre puissance prend la direction des affaires.



De concert avec les autres alliés occidentaux, la France retira naturellement ses derniers soldats de Berlin, le 8 septembre, une semaine après les Russes. La renaissance franco-romaine avait commencé avec cela un coup politique opposé dans l'Europe du centre. Car l'analyse du "papier sur l'Europe" est tout à fait réaliste, lorsqu'elle considère le baromètre de l'orientation de l'Allemagne sur "la communauté de valeurs politico-culturelles de l'ouest" dans sa relation avec la France catholique romaine (le mot "ouest" reçoit ainsi une signification inhabituelle).

Les nouvelles relations en Europe ont reçu une autre expression cérémonieuse quelques jours après le départ des alliés occidentaux de Berlin. Les premières manœuvres du "partenariat pour la paix" entre l'OTAN et les états est-européens, ont commencé le 12 septembre 1994, sur un champ d'exercices militaires *polonais* dans les environs de Poznan. Pendant cinq jours, 900 soldats de plusieurs états occidentaux ont opéré ensemble avec les anciennes unités du pacte de Varsovie, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale. Cet exercice surtout symbolique, par la participation de 13 pays en tout, ne s'est pourtant pas déroulé par hasard en Pologne qui sert d'élève modèle de la volonté d'adhérer à l'OTAN.



Une journée avant, le 11 septembre, le Pape Jean-Paul II s'est rendu à Zagreb. En antécédent de sa visite tant attendue en Croatie, le cardinal de Zagreb, l'archevêque Kuharik, avait déclaré que les Croates ne céderaient en rien aux Polonais dans leur enthousiasme pour le Saint-Siège. De fait, le pape polonais fut capable de remuer encore une fois les foules à Zagreb, comme on n'avait jamais vu cela en Europe dans ces dernières années. Des rappels du comportement polonais – à peu près au moment d'épanouissement de *Solidarnosc* dans les années quatre-vingts – se présentaient spontanément à l'esprit. Aussi bien le pape que le président Tudjman ont fait allusion à l'origine des Croates, il y a plus de 1300 ans, partis du sud de la Pologne, la "Croatie blanche", en direction de leur pays actuel. Le président Tudjman a remercié le Saint Père de ce qu'il avait été le premier chef d'état à reconnaître l'indépendance nationale de la Croatie. Plus d'un million de partisans enthousiastes de Rome prirent part aux cérémonies.

### ***"Le cœur d'une nouvelle puissance mondiale"***

Avant que l'exercice historique de l'OTAN, décrit ci-dessus, ne fût encore terminé, un congrès important avait lieu dans un *monastère catholique* à Bamberg, au nord de Nuremberg. Les trois ministres des affaires étrangères de la France, de la Pologne et de l'Allemagne étaient de nouveau réunis, en passant largement inaperçus par les médias, pour conférer sur le "rôle trilatéral" de leur pays dans l'Europe. Mais à présent, ils étaient en mesure de tirer un premier bilan après trois ans d'un dur travail commun: "Sur la voie d'une Europe unifiée, des progrès décisifs ont été réalisés ces dernières années", selon les termes de leur déclaration finale. "Nous approfondirons le travail commun accompli par nos pays au cœur du continent, afin d'œuvrer ensemble pour une Europe unifiée ... Nous exprimons notre satisfaction, en outre, de l'entrée en vigueur du traité européen signé par la Pologne avec l'Union, le 1<sup>er</sup> février 1994. Il s'agit maintenant de sa mise en application dynamique ... Le France et l'Allemagne saluent la demande d'entrée dans l'UE de la Pologne et l'assurent de leur soutien."

"La Pologne a été le premier pays à convenir d'un programme de partenariat avec l'OTAN et sera le pays hôte du premier exercice militaire de ces jours-ci ... L'Allemagne et la France soutiendront ses efforts entrepris pour se rapprocher de l'OTAN ... C'est avec grande satisfaction que nous prenons connaissance de la collaboration étroite et confiante des officiers pour la jeunesse afin de réaliser des rencontres trilatérales de ces officiers pour la jeunesse ... Nous encouragerons encore d'autres mesures trilatérales ..." Nous voyons "avec satisfaction les progrès accomplis en vue de l'installation de l'Institut Français, du Goethe-Institut et du Centre Européen de l'université à Varsovie ... Nous saluons les consultations régulières établies entre temps entre les cabinets ministériels et d'autres services des trois ministères des affaires étrangères et nous avons pris connaissance avec beaucoup d'intérêts de leurs propositions communes en vue d'un approfondissement de la collaboration trilatérale."

Avec "une plus grande satisfaction" encore, les trois alliés ont porté à la connaissance le fait que la coopération militaire de leur "trois pays au cœur du continent" est déjà plus concrète que ce n'est le cas dans les autres domaines. Depuis leur rencontre dans le monastère de Bamberg, une autre rencontre, la troisième, des *ministres de la défense* de l'Allemagne, de la Pologne et de la France a déjà eu lieu il y a deux semaines, le 20 octobre 1994. L'occasion en fut cette fois l'exercice "*Concordia*", auquel participaient des unités des trois pays. Comme nous l'avons déjà vu, les Polonais avaient exprimé "le souhait", il y a un an, "d'établir des contacts entre l'Eurocorps et les forces militaires polonaises". À présent, le premier exercice de "l'Eurocorps" avec la compagnie polonaise représentait une première dans le genre. Car les unités des "forces militaires unifiées" n'étaient pas séparées les unes des autres du point de vue de leur nationalité, comme c'était le cas, lors de l'exercice de l'OTAN, des diverses armées en Pologne six semaines auparavant. Allemands et Français se trouvaient ici associés en duo de la brigade commune, qui passe pour la base des "forces militaires unifiées" promues de divers côtés. Que justement les polonais soient les premiers à participer, en dehors de l'Allemagne et de la France, à un exercice militaire de l'Eurocorps avec une brigade entière, et qu'à l'occasion de cette première, le général de brigade *français*, *Friedrich*, assumait le commandement des exercices militaires en commun avec le colonel *polonais* Kolasa, ne doit pas étonner. Car, comme le ministre de la défense allemand, Rühle, le déclara à l'occasion d'une conférence de presse, il est nécessaire d'attribuer à "l'exercice des soldats polonais, français et allemands et surtout à une telle association trilatérale, ... une signification politique *dépassant largement les objectifs militaires*."



Qu'arriverait-il en Europe aujourd'hui, si les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de la Pologne avaient compris les impulsions culturelles de la personnalité, lors du jour anniversaire de la naissance de laquelle (le 28 août 1991), ils ont tenu leur première conférence trilatérale à Weimar? Cette question doit tout d'abord restée abstraite. Car les ministres des affaires

étrangères de ces trois grandes nations ne sont pas les seuls à savoir à peine quelque chose des impulsions culturelles de Goethe. Le goethéanisme n'est pas plus familier aujourd'hui aux Européens qu'il ne l'était à l'époque de Rudolf Steiner qui, en 1918, décrivait les impulsions de Goethe comme "véritablement et complètement inconnues dans les milieux les plus larges, inconnues cependant en particulier, totalement inconnues par les professeurs d'histoire de la littérature, qui font des conférences dans les universités sur Goethe, Lessing, Herder et d'autres ..."7

Derrière la conception du monde de Goethe, qui était un admirateur de l'ancienne culture de Rome, de la Grèce et de la tradition culturelle du moyen-âge en France, se dresse l'esprit qui, "au sens le plus vrai du mot", comme le formulait Rudolf Steiner dans les dernières semaines de la première guerre mondiale, "est le plus moderne de la cinquième époque culturelle post-atlantéenne."7 Car Goethe avait la capacité, non seulement de prendre en lui toutes les grandes cultures du passé, mais de dominer du regard, en tant qu'homme moderne, toutes les cultures du point de vue de la libre individualité. Et cela est en même temps le véritable idéal européen de la cinquième époque culturelle post-atlantéenne: L'Europe doit coopérer sous le signe de l'individualisme; et non pas de nouveau sous la dominance d'une tradition déterminée, même si elle présente une grandeur passée telle que celle de l'église catholique romaine. Si la culture d'une libre vie de l'esprit ne s'ancre pas comme le caractère fondamental de la nouvelle Europe, les institutions économiques communautaires de la CE, aussi bien que la cohabitation pacifique des unités politiques de l'Europe, ne pourront pas se réaliser.

"Le goethéanisme", disait alors Rudolf Steiner, "*n'a rein de national*, le goethéanisme n'est pas allemand ...", car "Goethe disait lui-même ..., que ces trois personnalités [*Spinoza, Shakespeare* et le naturaliste suédois *Linné, A.R.*] ont eu sur lui la plus grande influence ... Le goethéanisme pourrait régner en toute pensée humaine, il pourrait régner dans la vie religieuse, ... il pourrait régner dans les organisations sociales de la vie commune des hommes, *le goethéanisme pourrait régner dans la vie politique*, le goethéanisme pourrait régner partout ..." (souligné par A.R.).7 Si ces paroles étaient prises suffisamment au sérieux par maints Européens, la cohabitation des hommes sur ce continent prendra – au moins dans quelques domaines de la vie – une configuration plus conforme à l'époque actuelle.

*Das Goetheanum* N°45, 6 novembre 1994  
(Traduction Daniel Kmiecik)

#### Notes:

1 Comme le formule Michaël, directeur de l'Institut de Recherche sur la Politique Internationale, *NZZ*, 24 septembre 1994.

2 Pour la citation complète, voir l'article précédent, *De la forme en devenir de l'Europe*, *Das Goetheanum* 42/1994.

3 Stuart E. Eizenstat, *The United States Backs the Process of European Integration*, (*Les États Unis soutiennent le processus de l'intégration européenne*) International Herald Tribune, 19 août 1994. (Souligné par A.R.)

4 Rudolf Steiner, *Symptômes dans l'Histoire*, (Triades) conférence du 18 octobre 1918 (GA 185).

5 Cité de Zbigniew Brzezinski, *L'examen de maturité*. Die Zeit, 8 juillet 1994. (*Die Reifepfprüfung*, veut dire aussi le baccalauréat ou examen de fin d'études, d'où le jeu de mot en ce qui concerne l'Europe. N.D.T.)

6 *Réflexions au sujet de la politique européenne* "Europa-papier" de la fraction CDU/CSU du parlement allemand, 1<sup>er</sup> septembre 1994, Pages 8 et 10.

7 Rudolf Steiner *Symptômes dans l'Histoire*, (Triades) conférence du 1<sup>er</sup> novembre 1918 (GA 185).